

Jury de promotion chargé de présenter la liste des candidats à l'emploi d'inspecteur de cours généraux (groupe histoire) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire. — Composition

Par arrêté ministériel du 15 décembre 1972, le jury de promotion chargé de présenter la liste des candidats à l'emploi d'inspecteur de cours généraux (groupe histoire), dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non-universitaire, déclaré vacant par lettre-circulaire du 5 décembre 1972, est composé comme suit :

Président :

M. Jonckheer, J.L., directeur d'administration, directeur-général ff.

Membres effectifs :

A. Fonctionnaires du Ministère :

M. Gysenbergs, V., conseiller-chef de service.

M. Meys, A., directeur d'administration ff.

M. Van den Berghen, J., conseiller-chef de service.

B. Membres du personnel de l'enseignement de l'Etat :

M. Coryn, H., inspecteur-général.

M. De Vuyst, L., inspecteur.

M. Oukhow, M., inspecteur.

C. Membres choisis parmi les représentants syndicaux :

M. Van de Velde, W., inspecteur.

M. Neuts, E., inspecteur.

M. Voets, A., inspecteur.

Membres suppléants :

A. Fonctionnaires du Ministère :

M. Braes, A., directeur.

M. Jacob, Th., conseiller-chef de service.

M. Van den Eeckhaut, A., directeur.

B. Membres du personnel de l'enseignement de l'Etat :

M. Verstraete, R., inspecteur.

M. De Herdt, J., inspecteur.

M. Berben, R., inspecteur.

C. Membres choisis parmi les représentants syndicaux :

M. Laumen, R., inspecteur.

De heer Dambre, J., inspecteur.

De heer Wybouw, L., inspecteur.

Secrétaire :

M. Van Dale, R., secrétaire d'administration.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

31 OCTOBRE 1972. — Arrêté royal portant des mesures temporaires en faveur de certains agents de l'Université de l'Etat à Mons et du Centre universitaire de l'Etat à Anvers

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement, notamment les articles 1er et 50;

Vu la loi du 7 juillet 1971 portant des mesures temporaires en faveur de certains agents des Centres universitaires de l'Etat à Anvers et à Mons;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

Bevorderingscommissie voor het voordragen van de lijst van kandidaten voor de betrekking van inspecteur algemene vakken in het secundaire onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs (groep geschiedenis). — Samenstelling

Bij ministerieel besluit van 15 december 1972 is de bevorderingscommissie belast met het voordragen van kandidaten voor de betrekking van inspecteur algemene vakken (geschiedenis), in het secundaire onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs, bij omzendbrief van 5 december 1972 vacant verklaard, samengesteld als volgt :

Voorzitter :

De heer Jonckheer, J.L., bestuursdirecteur, d.d. directeur-generaal.

Werkende leden :

A. Ambtenaren bij het Ministerie :

De heer Gysenbergs, V., adviseur-hoofd van dienst.

De heer Meys, A., d.d. bestuursdirecteur.

De heer Van den Berghen, J., adviseur-hoofd van dienst.

B. Personeelsleden van het Rijksonderwijs :

De heer Coryn, H., inspecteur-generaal.

De heer De Vuyst, L., inspecteur.

De heer Oukhow, M., inspecteur.

C. Leden gekozen onder de vertegenwoordigers van de vakverenigingen :

De heer Van de Velde, W., inspecteur.

De heer Neuts, E., inspecteur.

De heer Voets, A., inspecteur.

Plaatsvervangende leden :

A. Ambtenaren bij het Ministerie :

De heer Braes, A., directeur.

De heer Jacob, Th., adviseur-hoofd van dienst.

De heer Van den Eeckhaut, A., directeur.

B. Personeelsleden van het Rijksonderwijs :

De heer Verstraete, R., inspecteur.

De heer De Herdt, J., inspecteur.

De heer Berben, R., inspecteur.

C. Leden gekozen onder de vertegenwoordigers van de vakverenigingen :

De heer Laumen, R., inspecteur.

De heer Dambre, J., inspecteur.

De heer Wybouw, L., inspecteur.

Secretaris :

De heer Van Dale, R., bestuurssecretaris.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

31 OKTOBER 1972. — Koninklijk besluit houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige ambtenaren van de Rijksuniversiteit te Bergen en van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, zoals ze later gewijzigd werd, inzonderheid op de artikelen 1 en 50;

Gelet op de wet van 7 juli 1971 houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige ambtenaren van de Rijksuniversitaire Centra te Antwerpen en te Bergen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Vu l'avis des Comités de consultation syndicaux;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 24 décembre 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les membres du personnel temporaire de l'Université de l'Etat à Mons et du Centre universitaire de l'Etat à Anvers peuvent être nommés à titre définitif aux conditions suivantes :

1° avoir toujours fait partie du personnel de l'un des établissements créés depuis le 1er octobre 1971 au plus tard et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° remplir les conditions d'admissibilité prévues à l'article 8, 1°, 2°, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

3° être porteur, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, de l'un des diplômes, certificats ou titres prévus à l'article 1er, colonne 4, de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

4° avoir, à la date du 1er octobre 1972, accompli un an au moins de service effectif comme titulaire, à titre temporaire, d'un grade au moins équivalent à celui dans lequel la nomination peut être faite;

5° posséder les aptitudes physiques requises;

6° ne pas faire l'objet d'une mention défavorable;

7° avoir réussi un examen de régularisation dont le programme est fixé par le conseil d'administration.

Art. 2. Les nominations à titre définitif accordées en application de l'article 1er ne sont conférées que dans un grade de début.

Par grades de début il y a lieu d'entendre les grades énumérés au tableau de hiérarchie en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui peuvent être conférés par voie de concours d'admission au stage réservés aux candidats étrangers à l'université.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1er, 7°, le conseil d'administration peut décider que les agents temporaires exerçant les fonctions :

1° de garçon de bureau, de garçon de laboratoire, d'ouvrier d'entretien ou de poinçonneur-mécanographe;

2° de correspondant adjoint, de technicien adjoint, d'ouvrier qualifié, de dessinateur adjoint ou d'opérateur-mécanographe de 2e classe,

seront dispensés de l'examen de régularisation et nommés à titre définitif à l'un de ces grades pour autant qu'ils réunissent les autres conditions requises.

Art. 4. Les agents qui échouent à l'examen prévu à l'article 1er, 7°, ou qui ne s'y présentent pas, peuvent, à leur demande, introduire dans le courant du mois qui suit la date de clôture du procès-verbal de l'épreuve, être nommés au grade immédiatement inférieur de la catégorie de membres du personnel à laquelle ils appartiennent à titre temporaire.

Art. 5. La mention défavorable visée à l'article 1er, 6°, est attribuée par le conseil d'administration après avis motivé du chef de service sous les ordres duquel le membre du personnel intéressé est placé.

L'avis motivé est communiqué à l'intéressé, qui vise le document.

L'intéressé dispose d'un délai de dix jours après la notification de la mention attribuée pour se pourvoir en appel devant la Chambre de recours.

La demande de révision, dûment motivée, est transmise par la voie hiérarchique à l'administrateur, qui en accuse réception et la fait parvenir à la Chambre de recours; celle-ci doit donner son avis dans un délai maximum de trois mois.

En cas d'avis favorable de la Chambre de recours, la décision est prise par le Ministre de l'Education nationale compétent.

Gelet op het advies van de Syndicale Raden van advies;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt, gegeven op 24 december 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De tijdelijke personeelsleden van de Rijksuniversiteit te Bergen en van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen kunnen vastbenoemd worden onder de volgende voorwaarden :

1° ten laatste sedert 1 oktober 1971 en tot op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, altijd deel hebben uitgemaakt van het personeel van een van de bovenvermelde inrichtingen;

2° de toelatingsvoorwaarden vervullen die voorzien zijn bij artikel 8, 1°, 2°, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

3° op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, houder zijn van een van de diploma's, getuigschriften of bekwaamheidsbewijzen voorzien in artikel 1, kolom 4, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchiefabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

4° op de datum van 1 oktober 1972 ten minste één jaar werkelijke dienst tellen als tijdelijke titularis van een graad die minstens gelijkwaardig is met de graad waarin de benoeming kan gedaan worden;

5° de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten;

6° geen ongunstige vermelding hebben gekregen;

7° geslaagd zijn voor een regularisatie-examen waarvan het programma vastgesteld is door de raad van beheer.

Art. 2. De vaste benoemingen toegankelijk bij toepassing van artikel 1, worden slechts verleend in een aanvangsgraad.

Door aanvangsgraden dient men te verstaan de graden opgesomd in de hiërarchiefabel van kracht op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, die kunnen verleend worden mits een vergelijkend examen voor toelating tot de stage voorbehouden aan de kandidaten die niet tot de universiteit behoren.

Art. 3. Bij afwijking van artikel 1, 7°, kan de raad van beheer beslissen dat de tijdelijke ambtenaren die de functies uitoefenen van :

1° bureaubode, laboratoriumbediende, onderhoudswerkman of onser-mechanograaf;

2° adjunct-correspondent, adjunct-technicus, geschoold werkman, adjunct-tekenaar of operateur-mechanograaf 2e klasse,

vrijgesteld worden van het regularisatie-examen en vast benoemd worden in een van deze graden voor zover zij de andere vereiste voorwaarden vervullen.

Art. 4. De ambtenaren die niet slagen voor het examen voorzien in artikel 1, 7°, of die zich hiervoor niet aanmelden, kunnen, op hun verzoek, ingediend in de loop van de maand die volgt op het afsluiten van het proces-verbaal van de proef, benoemd worden in de onmiddellijk lagere graad van de categorie van het personeel waartoe zij tijdelijk behoren.

Art. 5. De ongunstige vermelding, bedoeld in artikel 1, 6°, wordt toegankelijk door de raad van beheer na een met redenen omkleed advies van het diensthoofd van wie het betrokken personeelslid afhangt.

Het met redenen omkleed advies wordt medegedeeld aan de betrokkene, die het document moet viseren.

De betrokkene beschikt over een termijn van tien dagen na de betekening van de toegekende vermelding om beroep in te stellen bij de Raad van beroep.

De behoorlijk met redenen omklede aanvraag tot herziening wordt langs de hiërarchische weg toegezonden aan de administrateur, die de ontvangst ervan bericht en ze aan de Raad van beroep doorzendt; de Raad van beroep moet binnen drie maanden zijn advies uitbrengen.

Indien de Raad van beroep een gunstig advies uitbrengt, wordt de beslissing genomen door de bevoegde Minister van Nationale Opvoeding.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1972.

Art. 7. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 octobre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Education nationale,

L. HUREZ

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CLAES

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1972.

Art. 7. Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 oktober 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Nationale Opvoeding,

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CLAES

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

10 OCTOBRE 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 1970, fixant des barrières entre divers services du Ministère de l'Agriculture en matière de promotion par avancement de grade ou de changement de grade

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969 et en particulier l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939, organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969 et notamment l'article 28;

Vu l'arrêté ministériel du 31 août 1970 fixant la liste des grades donnant accès aux grades à conférer par changement de grade ou par promotion par avancement de grade et déterminant les conditions particulières, de diplôme ou autres, imposées lors de la nomination à certains grades, modifié par les arrêtés ministériels des 9 septembre 1971 et 14 janvier 1972;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1970 fixant des barrières entre divers services du Ministère de l'Agriculture en matière de promotion par avancement de grade ou de changement de grade, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1971;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Ministère de l'Agriculture;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale du Ministère de l'Agriculture;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, deuxième alinéa;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal précité du 12 septembre 1970, est modifié comme suit :

« Art. 2. La promotion par avancement aux grades d'ingénieur principal-chef de service, d'inspecteur principal-chef de service, d'ingénieur principal et d'inspecteur-chef de service, est réservée exclusivement aux grades affectés à l'Administration ou au groupe de services où l'emploi est à conférer, tels qu'ils

MINISTERIE VAN LANDBOUW

10 OKTOBER 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 1970 tot vaststelling van afsluitingen tussen sommige diensten van het Ministerie van Landbouw inzake bevordering door verhoging in graad of graadverandering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd o.m. bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969 en inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969, en inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 augustus 1970 tot vaststelling van de lijst van de graden die toegang verlenen tot de graden, welke bij wijze van graadverandering of bij bevordering door verhoging in graad toe te wijzen zijn, en tot bepaling van de bijzondere diploma- of andere voorwaarden, opgelegd bij de benoeming tot sommige graden, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 9 september 1971 en 14 januari 1972;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1970 tot vaststelling van afsluitingen tussen sommige diensten van het Ministerie van Landbouw inzake bevordering door verhoging in graad of graadverandering, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1971;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Landbouw;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advies van het Ministerie van Landbouw;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende vaststelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Mid-denstand;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van vorenvermeld koninklijk besluit van 12 september 1970 wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 2. De bevordering door verhoging in de graden van eerstaanwezend ingenieur-hoofd van dienst, eerstaanwezend inspecteur-hoofd van dienst, eerstaanwezend ingenieur en inspecteur-hoofd van dienst, is uitsluitend voorbehouden aan de personeels-leden tewerkgesteld bij het Bestuur of bij de groep van diensten,